

## MONDE

# «L'Albanie n'est plus qu'un vaste dépôt d'armes sans gardiens»

Pour l'opposant Prec Zogaj, l'ordre sera difficile à rétablir.

Tirana envoyé spécial

La rébellion s'étend en Albanie, gagnant six nouvelles villes hier, dont Berat et Permeti, alors que le pouvoir et l'opposition semblent impuissants à reprendre le contrôle de la situation, malgré l'accord passé dimanche soir pour un gouvernement de «réconciliation nationale» et des élections anticipées en juin. Les rebelles, qui semblent remonter vers Fier contrôlent désormais environ un quart du territoire. Plus d'une soixantaine de personnes ont été blessées hier dans trois villes rebelles. Seule lueur d'espoir, les rebelles de Vlora se sont engagés après une médiation italienne à «favoriser la remise des armes». Une nouvelle rencontre entre tous les partis politiques a décidé hier de répartir à part égale les 15 ministères du nouveau gouvernement entre le pouvoir et l'opposition. Prec Zogaj, 39 ans, écrivain engagé dès 1990 contre le pouvoir communiste aux côtés de Sali Berisha, qu'il a quitté en 1992 avec d'autres militants de la première heure pour fonder l'Alliance démocratique, fut l'un des principaux négociateurs de l'accord de dimanche. **Pourquoi la rébellion, loin de se calmer, gagne encore du terrain au lendemain de l'accord ?**

Le pouvoir ? Les gens n'ont pas confiance et cela montre qu'il faut former très vite le gouvernement de réconciliation nationale. Ils ne connaissent que trop Sali Berisha, mais ne savent toujours pas qui sera le nouveau Premier ministre et le ministre de l'Intérieur à qui consigner les armes. Ils ont une semaine pour les remettre et la promesse d'une large amnistie. C'est une incitation à aller entretemps faire son marché dans les casernes. Nous sommes dans une situation chaotique où il n'y a plus de véritable pouvoir. L'Albanie est aujourd'hui comme un vaste dépôt d'armes sans gardien. L'armée n'a aucune envie de se salir les mains dans la répression. Aucun officier ne veut porter la responsabilité d'avoir donné l'ordre de tirer sur le peuple et aucun soldat n'est prêt à sacrifier sa vie en combattant des rebelles dont il partage souvent les motivations.

**Dans une telle situation, la participation à un gouvernement d'union nationale ne représente-t-elle pas un cadeau empoisonné pour l'opposition et sa force dominante, les ex-communistes ?**

Les idées de l'opposition ont joué un rôle essentiel dans la révolte, mais aucun parti n'a organisé ni même encouragé l'armement des gens et l'insurrection. Le premier responsable est Sali Berisha, par son refus de trouver une solution politique dès les premières manifestations. Les provocations du Shik (la police secrète) ont en-

suite déclenché l'explosion. Il ne sera pas possible de rétablir l'ordre rapidement, facilement et partout. La majorité des gens en armes accepteront néanmoins un compromis. Avec un gouvernement de réconciliation nationale, nous faisons ce qu'a fait la population de Gjirokastrer et d'autres villes du Sud, créant des comités où tous les partis siègent côte à côte, y compris des représentants locaux du parti au pouvoir. Ces comités ont, hier, tous salué l'accord. Mais il reste le problème des bandes de voyous. Et il y a le risque des surenchères de démagogues locaux. Nous, en tant qu'opposition unifiée, avons agi en fonction des intérêts de la nation tout entière et non pas seulement de ceux de Vlora ou Saranda.

**Est-il possible de faire une campagne électorale normale dans un tel contexte et quelles garanties avez-vous obtenues pour éviter les nombreuses fraudes des législatives du 26 mai 1996 ?**

Ce ne sera pas simple. Pour cette raison, les nouvelles élections ne doivent pas avoir lieu trop vite, mais, en revanche, pour d'évidentes raisons politiques, il ne faut pas tarder. D'où le choix de juin, qui peut être repoussé. Dès dimanche soir, le directeur de la télévision nationale a démissionné et son successeur sera, en tout cas, une personnalité au-dessus des partis respectant le pluralisme. Nous avons aussi

obtenu l'abrogation de la loi électorale majoritaire créée à la mesure du parti au pouvoir en mai 1996. Nous allons revenir à celle de 1992, avec un système pondéré par la proportionnelle où tout parti disposant de 4% à l'échelle nationale sera représenté au Parlement. Tous les partis auront la possibilité de réellement contrôler la régularité du scrutin.

**Sali Berisha est-il vraiment fini ?**

Je crois qu'il a achevé son parcours. Il a évoqué devant nous plusieurs fois sa démission. Dans le cadre de la réconciliation nationale, il est nécessaire qu'il reste à son poste jusqu'au scrutin en retrouvant les valeurs de démocratie et de liberté qui étaient les siennes il y a cinq ans. Ensuite, ce sera au peuple albanais de décider. Cette très grave crise a mis en évidence toutes les limites de notre classe politique et démontre qu'il nous faut construire de solides institutions démocratiques. Nous aurions pu le faire dès mars 1992, avec la victoire du Parti démocratique. Sali Berisha a préféré la revanche sur les anciens communistes, le triomphalisme et l'arrogance d'un pouvoir toujours plus autocratique. Nous avons besoin de l'aide de l'Europe. Jusqu'ici, elle nous a donné de l'argent sans même contrôler comment il était dépensé. Or nous avons surtout besoin de son aide

**pour construire une société civile.**

Recueilli par MARC SEMO



A Permeti, hier, les obsèques de Tomor Mularaj, tué dimanche. Malgré l'accord de dimanche entre le pouvoir et l'opposition, les combats se poursuivent au sud du pays.

